

INTERVENTION DE Pierre MAUROY

(9 mai 1987)

Je n'ai pas la prétention, au fil de cette intervention de reprendre l'ensemble des mesures arrêtées durant les trois ans et deux mois que j'ai passés à l'hôtel Matignon. Soyons clairs, l'essentiel des 110 propositions présentées au pays par François MITTERRAND, en 1981, ont été mises en oeuvre durant cette période. Seul le chapitre constitutionnel n'a pas été ouvert car nous ne disposions pas d'une majorité permettant d'engager ce type de réformes.

Je n'ai pas, non plus, la prétention d'affirmer que tout ce qui a été accompli était parfait, que nous n'avons fait montre d'aucune insuffisance, commis aucune erreur.

Pour autant, vous savez qu'il ne faut pas compter sur moi pour cultiver le pessimisme et me complaire dans l'auto-critique. Nous pouvons être fiers de notre bilan, fiers de le présenter et de le défendre.

L'important me semble moins de détailler les mesures prises que de tenter d'en offrir une lecture globale à la lumière de la situation politique actuelle. Je voudrais en particulier mettre l'accent sur les sujets qui ont fait débat entre nous, à l'époque ou plus récemment, afin d'expliquer les logiques qui ont conduit aux arbitrages qu'en étroite liaison avec le président de la République j'ai été amené à rendre.

Schématiquement, ces trois années de la législature de gauche peuvent être divisées en deux périodes :

- 1- l'état de grâce, qui a duré un an, de l'élection de François MITTERRAND à la présidence de la République à la mise en oeuvre, à partir de juin 1982, du blocage des prix et des revenus qui a inauguré ce que l'on a appelé la "politique de rigueur";

2- la politique de rigueur, instaurée à l'été 1982, confirmée en mars 1983, au lendemain des élections municipales, après un débat capital sur le point de savoir s'il fallait persévérer dans cette voie ou tenter de mettre en oeuvre ce que certains nommaient alors "l'autre politique", c'est-à-dire l'abandon de contraintes monétaires européennes en contre partie d'un renforcement des procédures administratives de contrôle des importations.

*

* *

L'état de grâce a généré deux débats essentiels, l'un posé durant même cette période et l'autre, larvé simplement à l'époque, mais qui, par la suite, a pris de l'ampleur. Le premier concernait la "pause" en matière de réformes, le second, un peu dans la même optique, a porté et porte encore parfois sur l'opportunité de la relance économique que nous avons effectuée en arrivant au pouvoir.

Il s'agit de sujets essentiels dans la mesure où le type de réponse que nous apporterons aujourd'hui constituera une orientation capitale sur

la nature des politiques que nous conduirions lors de notre retour aux responsabilités gouvernementales.

Fallait-il donc procéder à une relance de la consommation populaire, conformément - je le souligne - aux engagements pris durant la campagne présidentielle ?

Que venait-il en effet de se passer durant cette campagne électorale ? Les quatre principaux candidats : François MITTERRAND, Jacques CHIRAC et Georges MARCHAIS, sans oublier le président sortant Valéry GISCARD D'ESTAING, s'étaient prononcés en faveur de relances plus ou moins marquées. Sur ce point, GISCARD D'ESTAING avait même fait taire son Premier ministre, Raymond BARRE, qui avait émis quelques réserves. C'est donc l'ensemble des forces parlementaires qui avaient préconisé cette orientation économique, rejoignant en celà les prévisions de la plupart des experts qui estimaient que la reprise internationale se ferait sentir dès la fin 81, voire le début 82. En réalité, la crise n'a cessé de se creuser jusqu'au début de 1983.

Comment aurait-il été possible, dans ces conditions, de faire comme si cette campagne ne s'était pas déroulée, comme si le pays n'avait rien entendu ? Je le dis très clairement : quel qu'ait été l' élu de 1981, une relance de l'économie française

était inévitable. Elle avait trop clairement été annoncée au pays.

J'ajouterai que la gauche, sur ce point, était encore plus engagée que la droite dans la mesure où son électorat populaire attendait, légitimement, que le renversement d'un quart de siècle d'équilibre politique se traduise pour lui en termes de pouvoir d'achat. Il n'aurait été ni honnête intellectuellement ni habile politiquement de tourner le dos, dès la formation du gouvernement, aux mesures financières destinées à notre électorat.

Je n'en veux d'ailleurs pour preuve que la situation actuelle du gouvernement de Jacques CHIRAC. En dépit des cadeaux financiers accordés à certaines catégories comme les professions libérales ou les agriculteurs, les libéraux se heurtent depuis un an, dans leur action gouvernementale, à des réactions de rejet de la société française face à des mesures comme la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, la levée du contrôle des prix, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, la privatisation de T.F.1...

Et pourtant, dans le même temps, ils ont été favorisés par le mouvement général de l'économie mondiale : baisse de l'inflation, (qui est aussi le fruit de notre action!) baisse des prix de l'énergie,

du dollar, etc...

Le maintien de la rigueur n'est pas accepté car sa mise en oeuvre est jugée, à juste titre, discriminatoire et injuste. Nous aurions subi un rejet plus vif encore si, avant d'adopter les mesures exigées par la situation économique, nous n'avions pas scellé, par des mesures sociales, le pacte de confiance qui nous liait aux milieux populaires.

Nous nous trouvions dans la situation exactement inverse du gouvernement actuel, à savoir un bon accueil de nos décisions internes mais une dégradation profonde et continue du contexte économique international.

Pour résumer d'une formule, on peut dire que nous avons buté sur la contrainte extérieure alors que Jacques CHIRAC est en train d'échouer sur une contrainte intérieure. Ce qui est beaucoup plus grave. Je suis pour ma part, convaincu que l'état de grâce entretenu la première année, a été l'une des conditions de notre maintien au pouvoir pendant cinq ans. La politique n'est pas seulement la réponse à des paramètres économiques et techniques, elle est aussi une affaire de psychologie à l'égard des individus et des groupes sociaux.

Le maintien prioritaire des solidarités

européennes qui a été notre choix dès mai 1981 puis a été confirmé en mars 1983 doit, me semble-t-il, constituer un impératif de toutes nos politiques. D'autant que la proximité du futur marché unique européen renforce encore cette interdépendance déjà très forte des économies de la Communauté. Ce qui signifie que dans la sélection de nos options, dans nos propositions, nous devons admettre clairement cette limite et en tirer les conséquences. Il serait illusoire de prétendre demain nous donner des facilités que, fort heureusement, nous avons refusées durant la précédente législature.

La contrainte extérieure est incontestablement la plus rude de toutes celles qui s'imposent à nous. D'autant plus rude que le commerce extérieur français - on le constate encore actuellement - souffre d'une grave faiblesse structurelle.

S'il nous faut faire preuve d'un réalisme lucide dans notre recherche constante de la plus grande croissance possible - ce qui constitue le fondement même de notre politique -, si nous ne pouvons tendre vers cet objectif qu'en préservant simultanément nos grands équilibres économiques, il n'en est que plus indispensable d'oeuvrer avec vigueur sur les terrains où notre marge de manoeuvre est plus dégagée. D'où le fait qu'une politique de

rigueur, indispensable à certaines périodes, ne peut être assimilée au renoncement, même provisoire, à notre action de réforme des structures sociales.

Nous devons gérer et bien gérer mais nous ne pouvons nous limiter à la gestion sans trahir l'originalité même du message de la gauche. Nous avons pour vocation de faire évoluer les rapports sociaux. Nous avons pour mission de transformer, lentement certes, démocratiquement évidemment, mais de transformer vraiment les structures de la société. Les raccourcis hasardeux ne conduisent qu'à des impasses ou à des faillites, mais la seule gestion réaliste ne peut nous suffire.

*

* *

Les réformes constituent la sève même de notre action. Nous avons donc engagé simultanément un très grand nombre de réformes. Peut-être un trop grand nombre. Non pas que chacune d'elle n'ait pas été nécessaire. Je garde en mémoire les doléances de nombreux ministres qui se lamentaient de voir que leurs projets attendaient pour pouvoir être inscrits à l'ordre du jour du conseil des ministres ou disparaissaient du programme de travail d'un Parlement qui, en dépit de la multiplication des

sessions extraordinaires, était parvenu à un point de saturation.



Non, quand je parle d'un trop grand nombre de réformes, c'est en insistant sur leur simultanéité. En ouvrant, en même temps, des chantiers législatifs dans tous les secteurs de la vie sociale nous avons sans doute présumé de la capacité de production de l'administration, de la capacité de délibération du Parlement, et de la capacité d'absorption des citoyens.

Le contenu de certains textes a pu en souffrir. La communication gouvernementale en a certainement pâti dans la mesure où la multiplicité des messages émis s'ajoutait à la disparition des repères traditionnels.

Plus profondément, et je dirais plus gravement, il en est résulté l'idée, dans le pays, que la loi était la condition nécessaire et suffisante pour réaliser le changement. D'où, l'état de grace passé, une absence de mobilisation populaire qui doit constituer pour nous une source d'interrogations.

Il est vrai que ce manque de mobilisation a d'autres explications. Je citerai, par exemple, la situation de tous les jeunes, de tous les moins de

cinquante ans qui, trente années durant, avaient vu leur pouvoir d'achat croître chaque année et qui ne s'adaptent que difficilement et progressivement à la nouvelle conjoncture.

En matière de mobilisation populaire, il me paraît évident que le parti ne peut plus s'en tenir à ses quinze thèses sur l'autogestion !

Demain, lorsque le peuple nous aura à nouveau confié la responsabilité de la conduite du pays, il nous faudra obtenir une participation sociale beaucoup plus active. Ce qui implique de se dégager plus hardiment du cadre législatif et administratif. Ce qui implique aussi - et je dirai surtout - que, dès aujourd'hui, dans l'opposition, nous préparions et mobilisions les réseaux sociaux qui nous seront indispensables lors du retour au pouvoir. Nous aurons besoin de véritables "acteurs du changement."

Nous avons sans doute voulu embrasser trop de sujets en un temps trop court. Et pourtant nous avons été amenés à effectuer des choix, à fixer des priorités, bref à élaborer un calendrier. Certains, dans le parti, ont même déploré, par exemple, que des textes comme ceux concernant l'école ou la loi sur la presse soient venus trop tard. D'une certaine manière leur raisonnement est juste.

Il est probable que ces deux réformes, si elles avaient été effectuées durant l'état de grâce, seraient passées sans difficultés majeures. Seulement, il ne pouvait être question d'en faire des priorités absolues. Non pas que les sujets ne soient pas importants, mais nous aurions, en agissant précipitamment en ces domaines, modifié le contenu démocratique de notre démarche. Nous nous serions privés de la négociation que nous nous étions engagés à ouvrir et à mener à bien. Il s'agit certes d'une contrainte, mais d'une contrainte que je juge, pour ma part, incontournable : celle de la démocratie.

Nous avons effectué des choix. Gouverner c'est choisir. La priorité a été accordée aussi bien à la décentralisation qu'aux nationalisations. La décentralisation est une action d'une telle ampleur qu'une législature complète était un minimum pour en venir à bout. Tout n'est d'ailleurs pas achevé! Le statut de l'élu passe, par exemple, par la réglementation du financement de la vie publique qui demeure à effectuer. La nécessité du regroupement de certains scrutins demeure également posée. Tout comme la décentralisation était un préalable, par exemple, à une redéfinition des relations des établissements scolaires privés avec les collectivités locales et territoriales.

Il est d'autres sujets qui exigent du temps et où une seule législature est insuffisante. Je pense à la justice. Je ne détaillerai pas l'action capitale conduite dans ce domaine. Je me bornerai à relever que la refonte du code pénal n'a pu qu'être amorcée et non conduite à son terme. Voici deux sujets où nous avons forcé les feux sans pouvoir pourtant prétendre avoir épuisé le sujet. Raison de plus pour revenir et poursuivre l'ouvrage!

Les nationalisations étaient, elles aussi, prioritaires. Elles devaient aller vite sous peine de paralyser des secteurs économiques et industriels essentiels. Attendre, menaçait, en outre, de voir se limiter rapidement notre capacité d'action sur un point essentiel puisqu'il s'agit, ni plus ni moins, du pouvoir des forces économiques dans notre société. La bataille frontale a déjà été rude. Attendre risquait de ne plus nous permettre de l'emporter.

Nous étions bien là au coeur des antagonismes que nous devons assumer. Nous les avons assumés hier au gouvernement, hier lorsque nous étions majoritaires, nous devons continuer de les assumer aujourd'hui dans l'opposition.

A cet égard, permettez moi de dire que, face à l'actuelle politique de dénationalisation,

nous devons faire montre d'une résolution sans faille. Je me félicite, par exemple, de l'appel lancé par Pierre BEREGOVY à une pause dans ce bradage des industries et des établissements financiers. Nous avons su, à travers les nationalisations, redresser des situations compromises, réaliser les réorganisations et les restructurations qui s'imposaient. Il est déjà immoral que cet effort de toute la Nation serve à présent d'argument pour attirer les spéculateurs.

Plus gravement encore, l'actuelle politique de dénationalisation démobilise le pays en un moment où, tout au contraire, ses capacités de création, d'imagination, d'investissement productif, devraient être toutes entières employées. En quoi le fait de taxer lourdement quatre de nos groupes industriels pour privatiser le C.C.F. est-il, par exemple, profitable à l'économie française ? De même, en quoi toutes ces sommes qui partent vers la bourse à la recherche de profits faciles et à court terme favorisent-elles notre développement industriel ? C'est autant d'argent qui manque pour des recherches et des investissements productifs.

Pour ne donner qu'une seule illustration, le fait d'inciter lourdement les Français à mobiliser leur épargne pour assurer ce que M. BALLADUR appelle "le succès" des dénationalisations a déjà des

conséquences concrètes graves et qu'il nous appartient d'expliquer au pays. Pour acheter des actions les Français ont vidé leurs livrets d'épargne. La collecte des livrets A s'est effondrée ce qui, concrètement, signifie que la caisse des dépôts n'a plus d'argent pour financer le logement social, pour rénover les H.L.M.

Voilà ce que signifient les choix du gouvernement.

Alors ne soyons pas timorés et, en assumant totalement notre bilan, contestons totalement et sans hésiter la politique de revanche actuellement mise en oeuvre.

Et lorsqu'on nous dit que cette politique est populaire, je me permets de vous faire remarquer que 90% des Français n'y participent pas. 90%! Et je ne suis même pas sûr que les cadres qui achètent à bas prix du Saint Gobain ou du Paribas pour effectuer en quelques semaines un gain sans risque se trouvent pour autant convaincus du bien fondé de cette curieuse conception de la vie économique que nos libéraux sont en train d'instaurer. Une vie économique qui se résumerait à une sorte de loto où l'on gagnerait à coup sûr.

Pensez-vous vraiment qu'il y a là de quoi

mobiliser les cadres de nos entreprises, qu'il y a de quoi les inciter à faire des heures supplémentaires, lorsqu'ils voient cet argent facile et qu'ils savent l'ampleur des gains des gros spéculateurs ? Je crois pour ma part que la politique de Jacques CHIRAC et d'Edouard BALLADUR conduit à une crise des mentalités, à une forme d'irresponsabilité, de démobilisation, qui est grave pour le pays. Raison de plus pour nous opposer fermement à la poursuite de cette politique qui ruine les acquis de la Nation.

A l'heure où certains, au sein même de la gauche, croient pouvoir accuser les Français de paresse et nous vanter un système à la japonaise, il me semble qu'une réflexion sur les conséquences psychologiques des dénationalisations serait autrement importante et significative.

En tous cas nous devons, dans l'immédiat, tout mettre en oeuvre pour arrêter l'indécente braderie actuelle. La bataille contre les dénationalisations doit être menée plus rudement. Elle implique que nous soyons tous d'accord sur la nécessité d'un large secteur public.

*

*

*

J'ai analysé notre politique économique, j'ai évoqué nos réformes de structures, je voudrais terminer par un troisième point qui a été au coeur de l'année 1984 et de la transition entre les gouvernements que j'ai conduits et celui qui a été formé par Laurent FABIOUS. Il s'agit de deux débats qui auraient pu être distincts, mais se sont confondus en un seul : la baisse des prélèvements obligatoires et la mise en oeuvre des restructurations industrielles, condition de la modernisation.

La maîtrise de prélèvements dont le gonflement ne peut être constant et incontrôlé est une réelle nécessité. C'est une nécessité de bonne gestion.

La permanence de l'action de modernisation de notre appareil de production industriel est également indiscutable. Même si certaines conséquences en sont douloureuses, c'était le prix qu'il nous fallait payer à la responsabilité gouvernementale, à la construction de l'avenir du pays.

Ces deux sujets ont été au coeur des difficultés que nous avons connues avec les couches sociales les plus attachées à la gauche. C'est particulièrement vrai du prolétariat d'industries

traditionnelles comme la sidérurgie, la construction navale ou les mines. -

En matière de prélèvements obligatoires, l'exemple américain nous montre les limites d'une fiscalité abusivement freinée. L'ampleur des déficits budgétaires qui en résultent, en dépit du sabotage de toute la politique sociale, serait inacceptable pour tout autre pays. Bien que largement financés par le reste du monde, ils n'en posent pas moins, à terme, un problème angoissant pour les Etats-Unis et les Américains risquent fort, demain, de payer cher l'expérience de dogmatisme libéral qu'ils viennent de subir.

En ce qui concerne le mouvement continu et incontournable de modernisation du tissu industriel, nous gagnerions, me semble-t-il, à nous inscrire davantage dans la durée. A vrai dire, c'est autant sur la restructuration industrielle elle-même qu'il conviendrait de mettre l'accent que sur une nouvelle gestion des problèmes d'emploi. Il est piquant de constater que le gouvernement actuel, après des déclarations de matamore, montre qu'un "traitement social" est indispensable. Mais il est clair qu'il est insuffisant à régler le problème.

Toute solution économiquement saine passe par un retour à une croissance plus soutenue, mais

elle passe aussi par une nouvelle répartition de la charge de travail.

Je me permets de vous rendre attentifs aux évolutions allemandes en matière de réduction de la durée du travail, aux accords passés entre les syndicats et les responsables de la sidérurgie. Les formes par trop juridiques, insuffisamment contractuelles, que nous avons données à la réduction de la durée du travail, au début de la précédente législature, n'ont pas permis d'utiliser pleinement cette arme dans la lutte pour l'emploi.

Il nous faut en tirer les conclusions et nous préparer, dès maintenant, à travers un dialogue constant et soutenu avec les centrales syndicales, à définir les modalités de ce que pourrait être une politique contractuelle dynamique et économiquement équilibrée de réduction de la durée du travail.

En nous inscrivant dans une logique de réduction de la durée du travail, nous demeurons dans la démarche séculaire qui est, certes, celle de la gauche mais aussi du mouvement global de l'économie.

N'oubliez pas que si aucune réduction de la durée du travail n'était intervenue depuis le début du siècle, 13 millions d'emplois sur 21

n'existeraient pas, c'est-à-dire 60% des emplois
actuels!



J'ajoute que le gouvernement japonais, dans
ses négociations avec les Etats-Unis, propose de
ramener la durée moyenne du travail au Japon de 2160
heures à 1800, rejoignant ainsi les normes
occidentales.

Voilà le bon mouvement, le mouvement de
l'avenir !

Devant la permanence d'un fort chômage et la nécessité de le combattre, la société doit revoir son organisation. Les jeunes ne peuvent plus être abandonnés lors de leur arrivée sur le marché du travail. S'ils ne trouvent pas d'emplois, ils doivent parfaire leur formation. Nous devons, en outre, chercher à permettre une gestion plus personnalisée et plus responsable des temps de formation liés aux arrêts de travail sur l'ensemble d'une vie. C'est en tous cas la voie d'une approche plus individualisée du chômage, un peu sur le modèle de ce que la sécurité sociale a permis avec la maladie. Car, de toute évidence, le chômage, pour nous, ne peut plus être traité et vécu à travers une marginalisation collective de centaines de milliers de salariés.

*

* *

Chers amis, chers camarades,

J'ai voulu dégager rapidement les contraintes principales de l'action gouvernementale. Contraintes internationales et contraintes démocratiques. Nous avons su les surmonter, jetant ainsi les bases d'une gestion aujourd'hui de mieux en mieux comprise et reconnue par les Français.

Cette gestion saine a permis à notre

politique de réforme de se développer dans toute son ampleur durant la législature.

Durant cette période, nos valeurs n'ont cessé d'irriguer l'action gouvernementale et, en premier lieu, la nécessité de la solidarité.

Solidarité dès notre arrivée au pouvoir avec la revalorisation du SMIC et des prestations sociales, avec la réduction de la durée du travail et la retraite à 60 ans, avec les nouveaux droits des travailleurs.

Solidarité encore, à l'heure de la rigueur, dans la répartition de l'effort et le maintien du pouvoir d'achat moyen.

Solidarité toujours dans la lutte pour l'emploi notamment par le biais des contrats liant l'embauche à des réductions de la durée du travail ou des pré-retraites.

Solidarité enfin dans notre politique des relations extérieures que ce soit par rapport à l'endettement des pays du sud de la planète ou à la rénovation et à l'élargissement de la Communauté européenne.

Je ne peux pas, vous le comprenez,

détailler tous ces aspects, mais j'ai fait apporter des exemplaires du bilan de ces trois années publié par la Revue Politique et Parlementaire et les Presses Universitaires de France. Ils sont à votre disposition.

Dans nos échanges d'aujourd'hui sur l'action qui a été la notre cinq années durant, comme dans nos attitudes face à la gestion actuelle du gouvernement, si nous devons être francs nous devons également prendre garde d'éviter la naïveté. Sous couvert de réalisme et de nécessités de gestion, la droite nous tend un piège constant. Elle cherche à nous faire cautionner certaines de ses décisions au nom des nécessités de la gestion que nous assumions hier.

Il ne peut être question d'entrer dans cette logique. Ce serait trop facile. Hier, lorsque nous gouvernions, la droite n'avait pas de mots assez durs pour nous taxer d'incompétence. Aujourd'hui, alors que nous sommes dans l'opposition, elle ne cesse de faire appel à nos compétences de gestion, soudain reconnues, pour tenter de nous faire approuver des mesures comme, par exemple, le relèvement des cotisations sociales. De qui se moque-t-on?

Je suis tout à fait d'accord pour être

réaliste, pour faire montre de sens de la mesure et de la responsabilité. Je m'y suis efforcé dans cette présentation et vous savez bien que je n'ai jamais été partisan des surrenchères programmatiques.

Laissons le gouvernement à sa tâche. A chacun ses responsabilités.

Nous avons assumé les nôtres hier, et nous en débattons très librement devant le pays.

Notre responsabilité aujourd'hui, par rapport aux Français, est de proposer une relève.

Nous sommes l'opposition. Avec ses limites, avec ses contraintes, comme avec ses atouts. Nous ne partageons pas la gestion gouvernementale. Ne laissons jamais planer la moindre ambiguïté sur ce point. Nous n'avons pas à nous déterminer en fonction des cadres définis par les ministres actuels, nous n'avons à nous déterminer que par nous-mêmes, en fonction de l'expérience de ces cinq années de pouvoir, en fonction de logiques qui nous sont propres, d'objectifs et d'ambitions qui sont opposés à ceux de l'équipe de Jacques CHIRAC.

J'ai tenté, le plus brièvement possible, de réfléchir sur le bilan de ces gouvernements. Je n'ai pas prétendu dresser un palmarès bien que l'ampleur

de l'action conduite demeure sans précédent.

J'ai aimé reprendre le bilan de chacun des ministres. Je n'en ai cité aucun, car j'aurais voulu les citer tous.

Je n'ai pas, non plus, vraiment parlé de la diplomatie menée sous la conduite du président de la République. Je mentionnerai simplement que la logique de l'opération MANTA a permis la reconquête de l'indépendance du Tchad. Je soulignerai aussi que la politique d'équilibre des armements, défendue par François MITTERRAND, a contribué à créer les conditions d'ouverture de discussions sérieuses sur un désarmement en Europe.

Des lois comme celles sur la presse ou sur l'école pourraient être également prétextes à de longs développements qui suffiraient à occuper toute une de nos réunions!

Ce qui reste, en définitive, de cette période c'est que, pour la première fois dans l'Histoire française, nous avons gouverné cinq années durant et que, même si nous avons été défaits en mars 1986, le parti socialiste a atteint un seuil électoral sans précédent.

Il reste que la droite, au pouvoir depuis

un peu plus d'un an, se présente, au milieu de ses contradictions et de ses divisions, comme déjà bien fatiguée par son bref exercice gouvernemental. Comme si, elle qui nous avait maintenus dans l'opposition durant un quart de siècle, avait perdu la main en 5 années d'opposition.

Il reste enfin un immense champ de travail qui nous attend. Celui de la volonté et de la nécessité de la reconquête. A nous d'y consacrer nos efforts.